

Compte rendu de la réunion du 7 janvier 2005

La deuxième réunion du Groupe d'Information sur l'Arrêt des Travaux Miniers, créé par arrêté préfectoral du 18 juin 2004, s'est tenue le 07 janvier 2005 à 9 h à l'hôtel de ville de Forbach, sous la présidence de M. Guy TARDIEU, Sous-Préfet de FORBACH. La liste des participants figure en annexe.

I. – Après une introduction de M. STIRNWEISS, Maire de Forbach et Président de la Communauté d'agglomération, le président rappelle le rôle et le fonctionnement du Groupe d'Information, ainsi que les points de l'ordre du jour.

II. – M. DUMONT, Ingénieur Général du Génie Rural des Eaux et Forêts, chargé de mission Eau Bassins Miniers, présente la problématique de l'alimentation en eau potable (AEP) et de l'alimentation en eau industrielle (AEI) dans le bassin houiller de Moselle Est, avant et après l'arrêt des exhaures du secteur de La Houve.

M. CHARDON, représentant de l'ADELP, fait part de sa mauvaise connaissance du dossier relatif à l'alimentation en eau potable et industrielle et souhaite disposer d'une copie du document d'intervention de M. DUMONT.

M. CHARDON remet en cause le processus proposé par l'industriel et l'Etat, sur les rejets des eaux du réservoir minier et l'alimentation en eau à partir de forages de substitution. Il précise que d'autres schémas plus respectueux de l'environnement existent, notamment, le recyclage des eaux industrielles afin d'éviter le gaspillage, la réutilisation des eaux du réservoir minier après traitement et que la solution retenue est purement économique. Il demande la mise en place de moyens de mesure (contrôles) et s'interroge sur le devenir du Leisbach et de La Bisten. Il demande la mise en place d'une commission locale de l'eau (CLE).

M. MULLER, représentant du GECNAL demande que soit étudié l'impact des futurs forages sur le Leisbach, et la zone humide du Spanischloch. Il s'inquiète de la future disparition d'un site biologique remarquable pour les générations futures.

M. ECKERT, Vice Président du Conseil Régional demande des précisions sur les délais nécessaires à la réalisation des forages AEP-AEI, sur l'estimation des coûts de fonctionnement et souhaite disposer des études réalisées par ANTEA sur le sujet. Il précise que le Conseil Régional sera attentif à l'opération afin que le maximum de garanties soit apporté et qu'il ne soit pas nécessaire de revenir sur le problème dans quelques années, que toutes les questions environnementales doivent être abordées, tout ceci dans le strict respect des procédures administratives d'arrêt des installations. Il est rappelé que le Président du Conseil Régional sera personnellement attentif à ce point.

M. BIRTEL, représentant de l'ADEPRA mentionne que l'arrêt des travaux du WARNDT entraînera une minéralisation des eaux qui se traduira par une augmentation du prix de l'eau pour l'usager local.

M. le Sous-Préfet précise que la mise en place d'un SAGE est intéressant, qu'il est en gestation depuis 1999 et qu'à cette époque, il avait été convenu d'attendre l'arrêt des exhaures pour le mettre en place ; il précise que les pouvoirs publics sont prêts pour procéder à sa mise en place si tel est le souhait de tous. Pour le site du Spanischloch, M. le Sous-Préfet propose la mise en place de prescriptions pour sauvegarder ce site.

M. DUMONT apporte des précisions en réponse aux interrogations du Conseil Régional :

- Le traitement de l'eau minéralisée est difficile et très coûteux (cf. bassin ferrifère)

- Les délais de réalisation des forages s'établissent comme suit, dans l'hypothèse d'un démarrage immédiat des procédures et des travaux :  
AEP : fin 2006  
AEI : septembre 2006

- La diminution des coûts de fonctionnement sera de l'ordre de 1 M€/an compte tenu de l'amortissement des installations et de l'économie d'eau réalisée.

M. STIRNWEISS, Maire de FORBACH et Président de la Communauté d'Agglomération de FORBACH, précise qu'il n'y a pas de crainte de pollution des eaux en provenance d'Allemagne, suite à l'ennoyage des

travaux du Warndt et que l'on ne peut dissocier l'alimentation en eau potable et l'alimentation en eau industrielle.

M. FORBES, Chef de la Division Mines et Sous-sol à la DRIRE rappelle que les études 3 H réalisées par ANTEA pour le compte de CdF sont dans le dossier d'arrêt de travaux de La Houve et qu'il est possible de récupérer le dossier, compte tenu que celui-ci est public.

M. le Sous-Préfet, rappelle que la consultation du Conseil Régional et du Conseil Général n'est pas prévue au Code Minier, mais estime qu'ils devraient être associés, à son sens, au processus.

III. – M. PIGUET, Professeur à l'Ecole des Mines de NANCY, fait un exposé sur les affaissements miniers en rappelant quelques définitions, notions et mécanismes de base.

M. CHARDON demande des précisions sur l'influence de la salinité de l'eau sur la stabilité des terrains lors de la remontée des eaux. Concernant l'urbanisme, il constate qu'il n'existe plus aucune restriction sur la constructibilité sauf à Rosbruck et le sillon profond à Freyming-Merlebach. Il demande la confirmation et la position de l'Etat sur ce point. M. PIGUET précise que l'arrêt de l'exhaure, compte tenu de la profondeur des travaux et du type d'exploitation pratiquée à CdF (exploitation totale) aura un impact quasiment nul et que l'on peut assister à une légère remontée des terrains. S'agissant de la salinité de l'eau, aucune influence à son sens.

M. PRYMERSKI représentant CLCV ROSBRUCK, rappelle que 1.200 dossiers d'indemnisation ont été déposés depuis l'arrêt des travaux miniers et que de nombreuses communes de la région sont concernées par une fracturation importante des terrains, dont la commune de Rosbruck. M. PRYMERSKI met en doute les affirmations apportées par M. PIGUET. Actuellement, 200 dossiers sont en cours à Rosbruck pour dégâts miniers ou réparations mal réalisées par CdF. M. PIGUET rappelle que les chiffres qu'il a mentionné sont des chiffres publiés et mondialement connus. Concernant les mouvements de terrains, rien ne peut dire qu'ils proviennent des affaissements (sécheresse). En ce qui concerne les crevasses, une fois ouvertes, elles restent statiques.

M. VINCENT, responsable du GS de FORBACH à la DRIRE apporte des précisions sur les zones pouvant être affectées par des affaissements supérieurs à 10 cm. Depuis 2003, plus aucune autorisation n'est accordée dans ces zones. Les autres zones sont ouvertes à la construction. Avant 2003, les autorisations étaient accordées avec des restrictions dimensionnelles et des mesures complémentaires : 5.000 dossiers ont été ainsi traités avant 2003. Actuellement, il existe des restrictions sur ROSBRUCK, BOUCHEPORN et FREYMING-MERLEBACH (secteurs du sillon profond). M. le Sous-Préfet précise qu'un plan de situation de ces zones sera joint au compte-rendu.

M. CHARDON soulève le problème des zones constructibles qui seront localisées en zone inondable après la remontée des eaux.

M. STIRNWEISS soulève le problème des clauses régulièrement introduites par les notaires lors des actes notariés.

M. ECKERT constate qu'il n'est pas prévu de réaliser des PPRM sur le bassin Houiller comme cela a été fait dans le bassin ferrifère et demande des explications sur ce point.

M. le Sous-Préfet précise qu'il est fait application des dispositions de l'article R.III.2 du Code de l'Urbanisme par le service instructeur, la direction départementale de l'Équipement.

IV. - M. PRINCE, responsable de la gestion des sites arrêtés à CdF, fait une présentation synthétique du dossier d'arrêt de travaux de La Houve.

M. CHARDON constate que le dossier est très volumineux et qu'il comporte des éléments importants. Il ne se fait aucune illusion sur la communication du dossier aux associations. Il rappelle que des travaux irréversibles ont déjà été réalisés, notamment sur les puits et les barrages au fond, et qu'aucun élément n'apparaît sur l'impact et la quantité de résines de consolidation utilisées au fond. Il souhaite avoir plus d'information sur la planification des travaux projetés, sur la problématique de l'ennoyage de MERLEBACH avant LA HOUE, suite aux propos tenus récemment par M. ROLLET, Directeur Général de CdF, sur la qualité des eaux, notamment les moyens de contrôles pérennes, sur les zones de remontée des eaux à - 3 m définies et sur les affaissements. Sur ce dernier point, il souhaite disposer des courbes d'iso-affaissement sur des cartes reprenant les cotes actuelles (prenant en compte les affaissements survenus) et non pas anciennes.

M. FORBES apporte des précisions sur l'état d'avancement de la procédure relative à l'arrêt définitif des travaux du secteur La Houve et indique que suite à la prolongation du délai d'instruction de 6 mois, le 1<sup>er</sup> donné acte devra intervenir avant le 25 août 2005.

Concernant l'utilisation des résines de consolidation au fond, il est précisé que c'est un problème connu par le service et que des compléments d'informations pourront être demandés à l'exploitant.

S'agissant du comblement des puits par un coulis de cendres volantes et ciment, des dossiers existent, notamment vis-à-vis de l'impact sur la qualité des eaux. Ils sont disponibles.

M. ROLLET précise que le dossier d'arrêt de l'exhaure de MERLEBACH a fait l'objet d'une étude commune des exploitations allemandes et françaises, que l'arrêt des travaux du Warndt par DSK est programmé pour juin 2005 et l'arrêt de l'exhaure au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2006.

M. FORBES, rappelle que l'exploitant est responsable au-delà de la renonciation à concession. En cas de disparition ou de défaillance de l'exploitant, le Fonds de Garantie se retournerait contre l'organisme qui prendra en charge l'après-CdF, ou l'Etat. Dans le cas de travaux importants, des études comparatives – travaux, expropriation – sont menées. L'objectif du dossier d'arrêt de travaux et des prescriptions imposées à l'exploitant est d'éviter que de tels événements se produisent.

M. MULLER rappelle l'aspect faunistique important du secteur et demande à être tenu au courant des travaux qui seront réalisés.

M. GIGOUT, représentant le Conservatoire des Sites Lorrains, rappelle que l'intérêt général peut passer outre à l'aspect de conservation d'espèces protégées nationales et européennes, et demande si ce sera le cas dans la zone de la Bisten.

M. ECKERT (Conseil Régional) rappelle que l'Etat appliquera le principe de précaution vis-à-vis des sinistres qui se produiraient. Il note la faible capacité des pompes de relevage.

M. CHARDON rappelle son souhait d'information sur les zones humides à – 3 m définies et de disposer des courbes d'iso affaissements.

M. le Sous-Préfet précise que les communes doivent faire remonter les préoccupations des administrés qui seront expertisées par les services de l'Etat qui ont des préoccupations diverses et prononcées.

V. – M. BABOT, hydrogéologue à ANTEA fait une synthèse des études hydrologiques réalisées sur le bassin à la demande de CdF et DSK.

M. CHARDON fait part des difficultés de compréhension sur la formation de panaches minéralisés et constate que le Lac de Creutzwald se retrouvera perché, suite à la disparition de la Bisten et que pendant la période transitoire, la qualité des eaux de la Bisten se dégradera, d'où son opposition sur les projets de forages industriels dans le secteur.

M. MULLER signale que l'impact sur les deux étangs de pêche de la ZNIEF n'a pas été étudié et demande des informations sur le fonctionnement de l'exutoire du GUSTAVSCHACHT, notamment en cas de fermeture de ce dernier.

M. FEUGA, représentant GEODERIS, précise que dans beaucoup de bassins miniers, ce sont les terrils qui présentent des problèmes et non les travaux miniers. Sur ce point, que se passera-t-il après l'arrêt de l'exhaure.

M. HOLTZ, représentant le Conseil Général de la Moselle demande si le risque de pollution de la nappe des grès est vraiment exclu, compte tenu de la forte pollution de la nappe des travaux miniers.

M. BABOT apporte des éléments de réponses aux questions posées :

- secteur de VARSBERG : la nappe des grès est descendante vers la nappe des travaux miniers, d'où suppression du risque de formation de panaches de pollution ;
- 3 secteurs sont déterminés pour le rabattement de la nappe ;
- les eaux minéralisées rejetées dans la Bisten seront préalablement déferrisées ;
- le dossier décrit l'évolution de la qualité des eaux suites à l'arrêt de l'exhaure ;
- compte tenu de l'existence de liaisons entre les travaux CdF/DSK, 3 points de rejets ont été déterminés pour réguler le rabattement du réservoir minier ;

- Pour ce qui concerne le lessivage des pieds de terrils : actuellement, l'eau est minéralisée, en particulier sulfatée. Cela restera le cas pendant plusieurs décennies. Le Leisbach ne drainera jamais la nappe et restera chargé en sulfates ;

- afin d'éviter la pollution de la nappe des grès, notamment par les sondages, il sera procédé à des pompages dans 3 anciens puits miniers.

M. MULLER rappelle que sa question portait sur la qualité des eaux et demande s'il est prévu un pompage à SIMON. M. BABOT précise que 3 points de pompage sont prévus dans le secteur CENTRE-EST :

- puits GUSTAVSCHACHT (Allemagne)
- puits SIMON 5
- puits VOUTERS

pour maintenir une cote basse du niveau de la nappe et qu'aucune dégradation de la qualité du Leisbach n'est à craindre.

M. le Sous-Préfet rappelle qu'entre l'arrêt de l'exhaure et le rétablissement du niveau de la nappe, il faut s'attendre à des difficultés relatives à la qualité et au débit des cours d'eau du secteur.

VI. – M. FORBES expose la méthode et les études réalisées par CdF pour le comblement actuel des puits de mines par un coulis de cendres volantes et ciment. Il précise que l'étude d'impact sur les eaux est tenue à la disposition de l'ADELP.

VII. – M. VINCENT fait un exposé sur l'élimination des gravats de démolition des installations de surface par CdF, avec rappel de la procédure ICPE.

En réponse à M. CHARDON, M. VINCENT précise que les sites font l'objet d'une mise en sécurité au titre de la sécurité publique et de l'environnement. Il n'existe aucune obligation de rendre le site dans son état naturel. La solution pour rendre le site compatible avec une réutilisation ultérieure se définit en concentration avec les collectivités.

M. ROLLET précise que la mise à zéro des sites se fait jusqu'à – 20 cm au-dessous du niveau du terrain naturel et que les travaux de mise en sécurité et de dépollution sont réalisés dans un objectif de réutilisation des terrains pour une vocation industrielle.

M. GIGOT demande si les terrils sont utilisés pour la mise en dépôts de gravats inertes. M. VINCENT précise que le marché absorbe actuellement la totalité des matériaux de recyclage et qu'aucune mise en dépôt n'est effectuée sur les terrils ; les matériaux inertes apportés sur les terrils servent à la réalisation des pistes d'accès dans le cadre du réaménagement de ceux-ci.

M. le Sous-Préfet pose la question de savoir si l'apport de matériaux est possible en zone protégée.

M. MULLER soulève le problème de l'interaction entre les schistes et les gravats.

M. le Sous-Préfet précise que la prochaine réunion du Groupe d'Information aura lieu fin du 1<sup>er</sup> semestre 2005 et remercie les intervenants.

Le sous-préfet de Forbach,  
président du GIATM :

Guy TARDIEU.

GROUPES D'INFORMATION SUR L'ARRÊT DES TRAVAUX MINIERS DANS LE BASSIN HOUILLER

Réunion du 7 janvier 2005

ANNEXE : liste des participants

M. TARDIEU	- Sous-Préfet de Forbach – Président
M. MARTIN	- Sous-Préfet de Boulay
M. ECKERT	- Conseil Régional de Lorraine
M. ROLLET	- Charbonnages de France
M. COSQUER	- Charbonnages de France
M. PRINCE	- Charbonnages de France
M. HOLTZ	- Conseil Général de la Moselle
Mme DYRDA	- Conseil Général de la Moselle
M. STIRNWEISS	- Communauté d'Agglomération de Forbach
M. MICHALSKI	- Communauté de Communes de Freyming-Merlebach
M. MEUNIER	- Communauté de Communes de Faulquemont
M. DASTILLUNG	- Communauté de Communes du Warndt
M. FORBES	- DIRE Lorraine
Mme ROBERT	- DDASS Moselle
M. LAIGRE	- DIREN Lorraine
Mme DELLINGER	- DDAF Moselle
M. BOETTCHER	- Oberbergamt de Sarre et Rhénanie Palatinat
Mme MELCHIOR	- Préfecture de la Moselle, direction de l'administration générale
M. CHARDON	- ADELP
M. PRYMERSKI	- CLCV ROSBRUCK
M. BIRTEC	- ADEPRA
M. MULLER	- GECNAL
M. FEUGA	- GEODERIS
M. SZACOWNY	- Agence de l'Eau Rhin-Meuse
M. CHARPENTIER	- EPF Lorraine
M. GIGOUT	- conservatoire des Sites Lorrains
M. FIGUET	- Professeur à EMN
M. BABOT	- ANTEA
M. DUMONT	- IGRF – Chargé mission Eau Bassins Miniers